

§ 2. Un secrétaire d'un centre public d'aide sociale qui, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, exerce une fonction avec une fraction de prestation supérieure à ce que les dispositions du chapitre III du présent arrêté n'autorisent désormais, peut maintenir la fraction de prestation existante jusqu'au moment où sa carrière ou son emploi auprès de ce centre public d'aide sociale prend fin.

Moyennant l'accord du membre du personnel concerné, le centre public d'aide sociale peut réduire le volume de prestation du secrétaire du centre plus tôt, afin de le conformer aux dispositions du chapitre III.

En ce cas, tant la réduction du volume de prestation existant que la fixation de la nouvelle fraction de prestation requièrent l'accord du membre du personnel concerné.

§ 3. Un receveur d'un centre public d'aide sociale qui, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, exerce une fonction avec une fraction de prestation supérieure à ce que les dispositions du chapitre IV du présent arrêté n'autorisent désormais, peut maintenir la fraction de prestation existante jusqu'au moment où sa carrière ou son emploi auprès du centre public d'aide sociale prend fin.

Moyennant l'accord du membre du personnel concerné, le centre public d'aide sociale peut réduire dans ce cas le volume de prestation du receveur du centre plus tôt, afin de le conformer aux dispositions du chapitre IV.

En ce cas, tant la réduction du volume de prestation existant que la fixation de la nouvelle fraction de prestation requièrent l'accord du membre du personnel concerné.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 17. Le Ministre flamand ayant les Affaires intérieures dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires intérieures,
de la Politique des Villes, du Logement et de l'Intégration civique,
M. KEULEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4912

[2007/203600]

13 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation de la modification du règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7^o;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 33, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 1996 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999;

Vu la proposition du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, faite le 25 octobre 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 décembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2007;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement wallon approuve la modification du règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, figurant en annexe.

Art. 3. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
P. MAGNETTE

Annexe

Article 1^{er}. Dans l'article 38 de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 1996 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° le montant de "1.250.000 francs" est remplacé par le montant de "20.000 euros";

2° l'alinéa suivant est ajouté : "Trimestriellement, l'administrateur général informe le Bureau de chaque dépense supérieure à 5.000 euros qu'il a engagée."

Art. 2. Dans l'article 39 de la même annexe, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 2, 1^{er} alinéa, les mots "1,250 et 2,500 Moi" sont remplacés par "20.000 et 60.000 euros" et au 2^e alinéa du même paragraphe, le montant de "2.500.000 francs" est remplacé par le montant de "60.000 euros".

2° Le § 5 est remplacé par la disposition suivante : « § 5. Dans le cadre d'un marché déjà conclu, l'administrateur général peut approuver des travaux supplémentaires ou modificatifs jusqu'à concurrence de :

- 15 % du montant initial de la soumission pour les dépenses non statutaires n'excédant pas 20.000 euros;
- 10 % du montant initial de la soumission pour les dépenses non statutaires entre 20.000 euros et 60.000 euros;
- 5 % du montant initial de la soumission pour les dépenses non statutaires excédant 60.000 euros. »

Art. 3. L'article 40 de la même annexe est complété comme suit : "5° toute demande d'engagement de l'Agence dans le cadre des missions internationales tant en Belgique qu'à l'étranger."

Art. Il est inséré un Titre IV dans la même annexe comprenant les articles 41 et 42 rédigé comme suit :

« TITRE IV. — De la surveillance

Art. 41. § 1^{er}. Le comité de gestion crée un Comité d'Audit. Le comité d'audit a pour mission générale d'aider le comité de gestion à assumer ses responsabilités dans le cadre du bon fonctionnement du contrôle interne de l'Agence.

§ 2. La composition et les missions du Comité d'Audit sont arrêtées par le comité de gestion et traduites dans une charte. Le président du comité financier de l'agence est membre de plein droit du comité d'audit.

Art 42. Le comité de gestion peut décider de constituer en son sein tout autre comité chargé d'une mission d'accompagnement et de surveillance sur des matières spécifiques qu'il juge utile pour son bon fonctionnement. La composition et les missions confiées à ce(s) comité(s) spécialisés sont arrêtées par le comité de gestion et traduites dans une charte. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 portant approbation de la modification du règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999.

Namur, le 13 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
P. MAGNETTE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4912

[2007/203600]

13 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijzigingen aangebracht in het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 houdende overdracht van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 33, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 1996 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées", gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999;

Gelet op het voorstel van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées", gedaan op 25 oktober 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 december 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2007;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. De wijzigingen aangebracht in het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées", die als bijlage bij dit besluit gaan, zijn goedgekeurd door de Regering.

Art. 3. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE

Bijlage

Artikel 1. In artikel 38 van de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 1996 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées", gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het bedrag "1 250 000 frank" wordt vervangen door het bedrag "20.000 euro";

2° het volgende lid wordt toegevoegd : "De algemeen bestuurder geeft het Bureau om de drie maanden kennis van elke uitgave boven 5.000 euro."

Art. 2. In artikel 39 van dezelfde bijlage worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, worden de bedragen "1,250 en 2,500 Mil" vervangen door "20.000 en 60.000 euro" en in het tweede lid van dezelfde paragraaf wordt het bedrag "2 500 000 frank" vervangen door het bedrag "60.000 euro".

2° § 5 wordt vervangen als volgt : « § 5. In het kader van een reeds gesloten opdracht kan de algemeen bestuurder aanvullende of wijzigende werken goedkeuren naar rato van :

- 15 % van het oorspronkelijke inschrijvingsbedrag voor niet statutaire uitgaven van maximum 20.000 euro;
- 10 % van het oorspronkelijke inschrijvingsbedrag voor niet statutaire uitgaven tussen 20.000 en 60.000 euro;
- 5 % van het oorspronkelijke inschrijvingsbedrag voor niet statutaire uitgaven boven 60.000 euro. »

Art. 3. Artikel 40 in dezelfde bijlage wordt aangevuld als volgt : « 5° elke wervingsaanvraag van het Agentschap in het kader van internationale opdrachten zowel in België als in het buitenland. »

Art. 4. Dezelfde bijlage wordt aangevuld met een Titel IV bevattende de artikelen 41 en 42, luidend als volgt :

« TITEL IV. — Toezicht

Art. 41. § 1. Er wordt een auditcomité door het beheerscomité opgericht. Het auditcomité moet het beheerscomité zijn verantwoordelijkheden helpen nemen in het kader van de vlotte werking van het intern toezicht op het Agentschap.

§ 2. De samenstelling en de opdrachten van het auditcomité worden door het beheerscomité in een handvest vastgelegd. De voorzitter van het financieel comité van het Agentschap is lid van rechtswege van het auditcomité.

Art 42. Het beheerscomité kan beslissen binnen zijn midden elk ander comité op te richten dat belast wordt met begeleiding en toezicht i.v.m. specifieke aangelegenheden die het nuttig acht voor zijn goede werking. De samenstelling van dat (die) gespecialiseerde comité(s) en de hem (hen) toegewezen opdrachten worden door het beheerscomité in een handvest vastgelegd. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 tot goedkeuring van de wijzigingen aangebracht in het huishoudelijk reglement van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" dat is gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999. »

Namen, 13 december 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE